

France – Afrique : l'exploitation silencieuse

A entendre les informations, l'Afrique est un boulet que traîne la France : aides financières gaspillées, incapacité des dirigeants à changer quoi que ce soit à la corruption, aux guerres ou aux famines. "Les noirs sont paresseux", disait-on déjà du temps de la colonisation.

Mais à Abidjan, Dakar ou Lomé, les femmes passent des heures, écrasées par le poids des bassines d'eau qu'il faut chercher à des fontaines publiques. C'est le français Bouygues qui rachète les réseaux, et met l'eau à la seule disposition des riches.

Pour aller travailler, hommes et femmes marchent des heures à pied chaque jour, parce qu'il n'y a plus de quoi payer l'entretien des bus. L'Etat manque d'argent et pour payer les salaires, les retards atteignent 4 ou 6 mois ! Mais il y a de l'argent pour installer un réseau téléphonique tout neuf : les téléphones sont des France Telecom.

Les pays, endettés, doivent revendre leurs meilleurs produits : riz, poisson, arachide, pour obtenir quelques sous avec lesquels rembourser la dette. Les gens n'ont pour se nourrir que des brisures de riz ou de millet, un piment pour tromper la faim, et rarement un bout de viande, faisandée car non réfrigérée.

Les automobiles sont des épaves, sur lesquelles il faut des heures de rafistolages incessants. Les villes sont mal éclairées la nuit, mais Total, Elf brillent de lumières insolentes. Elf est si puissant qu'il est le plus gros contribuable au Gabon : il peut imposer ce qu'il veut à l'Etat ; il lui suffit de retarder ses paiements d'impôts de quelques semaines pour lui rendre la vie impossible.

La France dit qu'elle aide l'Afrique : sur 26 milliards annuels, 5 sont destinés à acheter obligatoirement à des patrons français, 10 à former les gendarmeries ou les polices locales. Le reste est attribué au gouvernement, à condition qu'il privatise pour permettre aux patrons étrangers de racheter les meilleures entreprises, qu'il licencie, baisse les salaires et hausse les impôts, pour rembourser... les anciens prêts.

Les banques, Crédit Lyonnais, BNP, Société Générale, ont doublé, triplé les taux d'intérêt, rendant impossible un remboursement définitif. Depuis 1980, l'Afrique noire a remboursé deux

fois le montant de sa dette extérieure. Et elle se retrouve aujourd'hui trois fois plus endettée.

Dernière invention de langage des banquiers : l'annulation de la dette. Ils ne disent pas que cela concerne ceux qui n'ont vraiment plus aucun moyen de payer, et qu'ils ont décidé d'annuler au maximum 3% du montant de la dette.

Il y a aujourd'hui plus de Français en Afrique que sous la colonisation. Trois mille entreprises françaises sont sur place, et emploient deux millions de personnes. Salaire : 15 francs par jour. A ce tarif, l'ouvrier n'a pas le moindre mobilier. Ce peu d'argent part si vite qu'on ne peut acheter le nécessaire que par petites doses : le sachet de 50 g de Nescafé coûte une demi-journée de travail.

Les enfants, à 12 ans, doivent manifester pour avoir le droit d'aller à l'école, car le manque de places fait qu'on est mis dehors au moindre prétexte : ils se font bastonner par la gendarmerie.

Les journalistes français, les directions des partis et des syndicats savent tout cela et se taisent. Ils sont payés pour nous tromper, et nous faire penser d'un air supérieur : "les Africains sont incapables de se civiliser". Mais ils savent que derrière chaque guerre, se cachent de grandes compagnies capitalistes : en 1997, Elf a gagné une guerre de cinq mois, par milices interposées, pour le contrôle du pouvoir au Congo. Et la France entretient six bases militaires, avec des milliers de soldats -autant que l'armée d'un seul pays de la région-, au cas où cette dictature économique ne suffirait plus.

Les capitalistes, les bourgeois des 6 ou 7 pays riches qui sucent le sang de l'Afrique tiennent au silence. C'est qu'on verrait à quel point il est urgent de changer le monde, à quel point il serait simple d'inverser le cours des choses, en annulant pour de bon la dette, en collaborant directement entre populations. Les responsables des drames du monde sont ici : ce sont nos patrons, nos banquiers. Ils sont à portée de notre main.

2/2/1998

L'Ouvrier n° 80

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX